

La transition agroécologique : défis et enjeux

Déclaration du groupe de l'agriculture

La profession agricole s'est engagée, depuis longtemps, dans des modes de production agroécologiques. Les agriculteurs démontrent, concrètement, depuis des dizaines d'années une volonté de toujours mieux faire et de s'adapter à la demande de différents marchés, aux exigences sociales et environnementales. Ils sont les premiers acteurs de la qualité et de la sécurité de l'alimentation mais aussi dans le cadre de l'adaptation aux enjeux climatiques.

C'est un mouvement que l'on observe sur l'ensemble des territoires de la métropole et d'outre-mer et qui s'exprime dans toute la diversité des systèmes de production. Les agriculteurs s'impliquent, avec les organismes de développement et les réseaux professionnels. À titre d'exemple, VIVEA – fonds d'assurance formation des actifs non-salariés agricoles – consacre une part importante de son budget à des formations portant sur l'agroécologie et la multiperformance.

Il est également important de rappeler au CESE l'engagement de la profession agricole lors de la COP 21, en 2015. Nous avons organisé une conférence internationale consacrée à l'agriculture et au climat. L'organisation même de cette conférence témoignait du rôle majeur que veulent jouer les agriculteurs dans les politiques climatiques. Ils sont prêts à aller plus loin et à s'engager dans un projet agroécologique, sous certaines conditions.

Ce sont ces conditions que nous ne partageons pas dans cet avis.

La première partie de l'avis, malgré des améliorations apportées au cours des réunions de section, reste un texte à charge, imprécis et ressenti comme provocateur par le monde agricole. La plupart des commentaires illustrant les différents défis donnent à voir une agriculture caricaturée.

Sur les préconisations, le compte n'y est pas. Les solutions proposées pour développer l'agroécologie auront peine à convaincre les agriculteurs de s'y engager. Nous voulons, tous, une agriculture économe mais performante, responsable et engagée dans la croissance et l'emploi. Dans le contexte actuel de crise que nous connaissons et dans cette économie mondialisée, les agriculteurs n'ont pas besoin de plus de normes, de réglementation et de complexité. Ils n'ont pas non plus besoin d'être enfermés dans un modèle unique et administré tel que le propose cet avis.

Pour relever le défi de l'agroécologie et pour faire de l'agriculture française une référence dans le monde, il faut un plan d'action partagé et porté, y compris par les pouvoirs publics.

Nous avons besoin de plus d'innovations, de plus de recherche, de plus d'expérimentation au service des agriculteurs. Des leviers sont nécessaires pour investir dans des outils d'aide à la décision, dans des technologies efficaces, dans des bâtiments plus performants. Nous voulons des filières plus fortes et plus conquérantes, dans une chaîne alimentaire plus équilibrée. Nous avons d'abord besoin d'un vrai projet agricole européen qui ne soit pas mené uniquement par le droit de la concurrence.

La profession agricole a de l'ambition pour son agriculture, pour notre alimentation et notre environnement. Nos concitoyens, nos partenaires économiques et sociaux et les pouvoirs publics peuvent nous faire confiance.

À l'occasion des 70 ans du CESE, le Président Patrick Bernasconi a déclaré : « Nos travaux, après examen, confrontations, débats et auditions finissent par traduire sur un sujet ce que j'ai envie d'appeler son acceptabilité sociale ».

Aujourd'hui, nous n'avons pas atteint une acceptabilité sociale avec cette manière de voir l'agroécologie. Nous en sommes très déçus. C'est pour nous une occasion manquée.

Le groupe de l'agriculture s'est majoritairement abstenu.